



Abécédaire

Le bilan de la gestion socialiste
Du Conseil général du Val d'Oise
De mars 2008 à mars 2011

SOMMAIRE

A	comme	ARNAL	21/02/2011
B	comme	BUDGET	22/02/2011
C	comme	CONTRACTUALISATION	23/02/2011
D	comme	DETTE	24/02/2011
E	comme	ENVIRONNEMENT	25/02/2011
F	comme	FONCTIONNEMENT	26/02/2011
G	comme	GEIGNARD	27/02/2011
H	comme	HETEROGENE	28/02/2011
I	comme	INVESTISSEMENT	01/03/2011
J	comme	JEUNESSE	02/03/2011
K	comme	KARAOKE	03/03/2011
L	comme	LOYAUTE	04/03/2011
M	comme	MERCI	05/03/2011
N	comme	NONBRIL	06/03/2011
O	comme	ORIENTATIONS	07/03/2011
P	comme	PATRON	08/03/2011
Q	comme	QUIZZ	09/03/2011
R	comme	ROUTES	10/03/2011
S	comme	SPORT	11/03/2011
T	comme	TRANSPARENCE	12/03/2011
U	comme	UNION	13/03/2011
V	comme	VICE-PRESIDENT	14/03/2011
W	comme	WEEK-END	15/03/2011
X	comme	X l'inconnu	16/03/2011
Y	comme	YIN & YANG	17/03/2011
Z	comme	ZORGLUB	18/03/2011
De A à Z		Gestion socialiste le bilan	19/03/2011

Abécédaire

Aujourd'hui 21 février, il reste 28 jours avant le premier tour des élections cantonales. J'ai donc décidé de décliner les jours qui nous restent à vivre sous la gouvernance socialiste actuelle, avec l'espoir affirmé que ce seront les derniers, par un abécédaire destiné à qualifier et illustrer les 3 années vécues sous la présidence de Monsieur Arnal.

A comme **ARNAL**



Que dire ? Je ne qualifierai que l'homme politique, me refusant d'attaquer la personne. Le fait marquant de sa présidence, c'est justement sa présidence. Rappelons en effet qu'à la suite de l'invalidation de l'élection de la conseillère générale du canton d'Argenteuil Est, une élection partielle a permis à Philippe Métézeau de retrouver le siège que les électeurs lui avaient déjà majoritairement donné en mars 2001. Ne comptant plus que 19 sur les 39 sièges, le groupe socialo-communiste présidé par Didier Arnal ne détenait plus la majorité. Tout démocrate en aurait tiré les conséquences en resoumettant sa présidence au vote de l'assemblée. Que nenni ! Refusant de considérer l'esprit démocratique attaché à toute élection, Didier Arnal

a préféré « acheter » le soutien bien peu glorieux d'un conseiller général, élu contre un candidat socialiste, dont la trahison lui a permis de se maintenir. Chacun appréciera l'esprit démocratique de Didier Arnal à nouveau candidat !

A demain avec B comme **BUDGET**

B comme **BUDGET**



Le meilleur moyen de mesurer le dynamisme et les options financières des collectivités territoriales, comme des entreprises, est de se reporter aux documents budgétaires et comptables. C'est ainsi que dans son rapport (document public) la Chambre régionale des comptes avait globalement jugé que la gestion des finances du Val d'Oise, jusqu'en 2007 par le groupe Union pour le Val d'Oise, était saine, que l'investissement y était plus important que dans les départements comparables, que l'endettement était raisonnable compte tenu du potentiel fiscal mobilisé et de l'autofinancement dégagé. Didier Arnal n'a cependant eu de cesse de rapporter le contraire pour justifier des difficultés dans lesquelles, avec les membres de sa majorité socialo-communiste, ils ont gaspillé cet héritage. Pardon, j'oublie que l'Etat est également tenu pour responsable de toutes ses difficultés. Pourtant, force est de constater que c'est bien cette majorité qui aura, au cours des 3 années écoulées, fait fortement progresser les dépenses de fonctionnement et réduit l'investissement, travers d'ailleurs habituel de la gestion socialiste. Chaque année depuis 2008, le budget qui nous est proposé prévoit que les services à la population progressent, que l'investissement est garanti, que l'endettement est maîtrisé... et chaque année les comptes administratifs manifestent du contraire et montrent clairement que les finances départementales sont dégradées comme jamais elles ne l'ont été auparavant. Curieusement le budget 2011 ne sera pas voté avant les élections cantonales du mois de mars. Seules les orientations budgétaires seront débattues en séance le 4 mars prochain. Tenez-vous bien le Père Noël est encore en Val d'Oise ! Dormez tranquille, tout ce qui n'a pas été fait en 3 ans et que le groupe UVO réclame avec force comme par exemple un plan d'urgence pour les routes, un meilleur soutien en faveur des jeunes, une reprise de la réhabilitation des collèges et bien d'autres promesses, est inscrit dans le catalogue électoral que les candidats qui se recommandent de cette majorité vont vous servir. Soyons sérieux, comment une majorité qui n'a pas su gérer les finances départementales pendant 3 ans, qui a fait progresser l'endettement de plus de 62% et a donc épuisé toutes les réserves peut-il faire demain ce qu'il n'a pu faire hier. Moi, j'ai passé l'âge de croire au Père Noël, même si je souhaite que la magie de cette fête perdure. Pour cela, il faudra faire le bon choix les 20 et 27 mars prochain.

A demain avec C comme **CONTRACTUALISATION**

C comme **CONTRACTUALISATION**



C'est sous cette appellation que les apôtres de ce dispositif, Messieurs Arnal, Sébaoun et Vaillant, ont désigné ce qui a remplacé le « **guides des aides** » que nous avons mis en place pour apporter le soutien financier du Département aux communes.

Mais le mot contractualisation est particulièrement mal employé car qui dit contrat dit volonté de deux ou

plusieurs parties de conventionner et de s'engager sur des **objectifs communs et partagés**. Or, force est de constater que les communes sont obligées de contracter pour pouvoir bénéficier du premier euro de l'aide du département. Si en soit la notion de contrat n'est pas choquante, ce qui l'est particulièrement c'est l'enveloppe financière contrainte et les multiples critères qui enferment les communes dans des choix et un calendrier qui n'est pas nécessairement le leur. Ce qui est encore plus choquant, c'est l'effet rétroactif du dispositif qui fait que certaines communes ne peuvent engager de nouveaux investissements avant 2015 au motif que les subventions votées, depuis plusieurs années parfois, sont intégrées dans l'enveloppe financière. C'est enfin que Messieurs Arnal, Sébaoun et Vaillant ont ignoré la diversité des communes en se basant principalement sur la population, ce qui pénalise fortement les communes rurales. N'est-ce pas dû au fait que peu de conseillers généraux de cette « majorité » ne sont pas maires ?

Le sujet n'est certes pas porteur pour les Valdoisiens qui ne sont pas au fait des conséquences réelles de la disparition du guide des aides tel que nous l'avions conçu et que nous étions prêts à amender pour l'adapter aux priorités et besoins actualisés.

Cependant, si nos routes sont dans l'état de dégradation où elles se trouvent c'est bien parce que l'aide spécifique que nous apportions aux communes a été supprimée. Si seulement 58 des 185 communes du département ont, à ce jour, signé un contrat de ce type c'est qu'elles y trouvent plus d'inconvénients que d'avantages.

Et d'ailleurs, pourquoi lors du vote par l'assemblée certains membres de cette pseudo-majorité ont voté à reculons, disant sous le manteau qu'ils n'étaient pas favorables mais que par solidarité ils ne pouvaient voter contre. Pourquoi certains candidats socialistes se font aujourd'hui l'écho ou déclarent dans la presse qu'ils réclameront une révision du dispositif (Madame Maigret et Messieurs Becquet et Muller par exemple...).

Le malaise est certain, mais le dogme a jusqu'à maintenant était plus fort que la raison. Les agacements perpétuels de Monsieur Sébaoun quand son dispositif est critiqué en sont la parfaite illustration.

En résumé, la contractualisation peut se décliner comme :

- Un contrat de dupes
- Un contrat basé sur des affirmations fausses et une délibération dont certains points sont contradictoires
- Un contrat qui favorise les communes qui n'ont pas de programme important et bloque ceux des communes dynamiques
- Un contrat qui n'a pas pris la mesure de la réalité de la diversité des collectivités du département
- Un contrat qui ne participe pas à l'engagement de faire du Val d'Oise une « éco-département » bien au contraire
- Un contrat qui oblige les communes à s'y engager bien souvent contre leur volonté
-

A demain avec D comme **DETTE**

D comme DETTE



Les collectivités, comme les entreprises et les familles, financent leurs investissements avec leurs fonds propres, les aides éventuelles dont elles peuvent bénéficier et enfin avec l'emprunt. Il est donc normal que le Conseil général du Val d'Oise emprunte régulièrement pour financer ses propres investissements. Par contre l'emprunt coûte et il est donc de bonne gestion d'y recourir en respectant quelques règles sous peine de se trouver en surendettement et là encore la comparaison peut être faite avec les

entreprises et les familles.

Une entreprise surendettée se trouvera certainement rapidement en cessation de paiement et disparaîtra. Conséquence, le propriétaire de cette entreprise aura perdu son capital et sera éventuellement responsable sur ses biens. Il prend ses risques et les assume.

Pour une famille ce sera un peu différent car des dispositifs de régulation ont été mis en place pour les aider à retrouver leur capacité à vivre le plus « normalement » possible. Le risque et ses conséquences sont cependant assumés par elle. Pour les collectivités en revanche les conséquences ne pèsent pas sur ceux qui sont responsables d'une situation financière critique mais sur les contribuables. La seule sanction, sauf faute caractérisée que je laisse de côté, c'est le vote et encore, quand l'électeur est bien informé de la situation, ce que je m'efforce de faire.

Durant les 40 ans pendant lesquels les élus se réclamant de l'Union pour le Val d'Oise ont géré le département, et jusqu'en 2007 avec l'arrivée à la gouvernance d'une « majorité de circonstance » socialo-communiste, il a été beaucoup investi sur tous les territoires. Toutes les communes disposent de voirie, de bâtiments publics, d'équipements, scolaires, sociaux, culturels ou sportifs qui ont été financés avec le soutien du conseil général.

Dans le même temps, le recours à l'emprunt a été raisonnable au point que la Chambre régionale des comptes titre dans son rapport du 1^{er} octobre 2008 (document public), je cite : *« une situation financière dans l'ensemble satisfaisante »*. L'endettement y est certes signalé supérieur à celui de la moyenne des autres départements comparables mais le rapport signale encore, je cite : *« son remboursement ne paraît pas présenter de risque appréciable pour la collectivité, tant au regard de ses ressources qu'à celui de sa capacité d'autofinancement, dont il représente un peu moins de cinq années cumulées »*.

Depuis 2008 et la gouvernance socialiste quelle est la situation ?

Pour information, la dette laissée fin 2007 par l'Union pour le Val d'Oise était de 568,6 millions d'euros soit 508,28€ à la charge de chaque Valdosien.

Par contre, dans l'attente du compte administratif et sur la base du budget voté pour l'exercice 2010, nous constatons que l'encours de la dette est passé à 923,7 millions d'euros soit 793,8€ à la charge de chaque Valdoisien.

Ainsi, alors que l'investissement est en berne, les socialistes ont fait progresser la dette du département de 62,45% ! Dans le même temps, les communes ne sont plus aidées pour leurs équipements, les routes sont dans un état de dégradation jamais vu...

Alors, à quoi sert l'emprunt ?

Lors de la dernière assemblée, nous avons eu un début de réponse : **plus de 20 millions d'euros de ces emprunts ont servi à financer la forte progression des charges de fonctionnement.**

Quelle sanction mérite cette gestion financière catastrophique qui ne sera pas sans conséquence pour les contribuables que nous sommes ?

La réponse se trouvera peut-être dans les urnes le 27 mars prochain. C'est mon souhait.

A demain avec E comme **ENVIRONNEMENT**

E comme ENVIRONNEMENT



L'environnement, et plus largement le développement durable, est l'affaire de tous. Cela concerne tout autant les particuliers dans leurs gestes quotidiens que les entreprises dans leur activité ou que les collectivités dans leur fonctionnement et les investissements qu'elles financent.

Ce ne devrait d'ailleurs pas être un enjeu électoral qui divise les politiques et c'est bien en cela que je ne suis pas d'accord avec l'existence des partis qui se disent « vert » et font de l'écologie et du développement durable un dogme. Les dogmes s'expriment dans l'excès et ceux qui s'y réfèrent prônent bien souvent des solutions aux problèmes posés qui ne sont pas réalistes car ne prenant pas

en compte le temps indispensable aux réformes et aux changements des habitudes. Ils sont devenus les meilleurs alliés de la gauche qui pourtant n'est pas le premier de la classe en matière de politique environnementale.

Au lieu de diviser, le développement durable devrait plutôt réunir sur des objectifs partagés à atteindre. Mais ne rêvons pas, même si le train est en marche nous n'y sommes pas encore prêts et chacun mesurera encore longtemps qui fait mieux que l'autre en la matière, particulièrement au moment des campagnes électorales.

En campagne électorale, nous y sommes en plein ! Alors comme cet abécédaire a pour but de tenter de dresser un bilan de l'action du département durant les 3 dernières années et de corriger les affirmations souvent mensongères de la gouvernance socialiste, je suis dans l'obligation de dire à **Monsieur Arnal, en matière de développement durable : peut beaucoup mieux faire !**

Que constatons-nous ?

A grand renfort de communication, Didier Arnal et sa « majorité de circonstance » ont mis en place un comité baptisé pompeusement *Comité Départemental du Développement Durable*. Composé de 35 membres issus d'horizons divers, mais dont une grande partie ne siège plus depuis longtemps, ce comité a pour mission de définir la stratégie départementale de développement durable et d'éclairer l'assemblée départementale sur ses choix en la matière. Beau programme qui n'a malheureusement pas accouché de grand-chose si ce n'est, dispositif phare, de proposer le « Chèque énergie verte » d'un montant de 1500€ offert à tout particulier qui installe un chauffe-eau solaire ou une pompe à chaleur sous réserve que le revenu fiscal du foyer n'excède pas 17000€ par an. Imaginez un peu le nombre de Valdoisien qui dispose de ce niveau de revenu et que l'on tente avec un chèque de 1500€ pour une acquisition et des travaux qui coûtent en moyenne entre 6000€ et 18000€. Résultat, seuls quelques très rares foyers (moins d'une vingtaine certainement) en auront bénéficié sur une année. Dans le même temps le coût de la communication étalée en plaquettes et sur tous les panneaux et bus du Val d'Oise aura été bien plus important que les subventions versées !

Ceci ne serait rien si cette pseudo-majorité n'avait pas porté un coup fatal aux programmes de l'eau et de l'assainissement en divisant par exemple par 2 l'aide à l'assainissement urbain (séance de juin 2009), faisant au bout du compte indirectement payer ce manque d'aide aux consommateurs dans le prix de l'eau.

Les crédits budgétaires destinés à l'environnement sont globalement en baisse, l'enveloppe de l'aide aux syndicats a été bloquée à 10 millions d'euros par an pour la politique de l'eau et de la lutte contre les inondations, de la gestion des déchets et de l'enfouissement des réseaux alors que les besoins sont énormes. Conséquence directe, les projets sont rares car peu financés au point que ce sera à peine 6 des 10 millions d'euros qui auront été payés en 2010, et encore majoritairement pour des projets validés sous la gestion antérieure à la gouvernance socialiste.

En conclusion, Monsieur Arnal aura finalement réussi à faire du Val d'Oise un Eco-département si l'on considère que « Eco » veut dire « économie » sur l'environnement.

Ne nous étonnons plus que le magazine « La Vie » classe **le Val d'Oise comme le département qui a la volonté écologique la plus faible de France.**

A demain avec F comme **FONCTIONNEMENT**

F comme FONCTIONNEMENT



Dans mon article du 22 (lettre B comme Budget), j'évoquai la forte progression des charges de fonctionnement générée par la politique socialiste de Monsieur Arnal. Si je précise « socialiste », c'est que les socialistes en charge de la gestion d'une collectivité nous ont habitués à faire

progresser les charges de fonctionnement en recrutant massivement, en faisant exploser les dépenses de communication et en préférant distribuer de multiples aides, certes obligatoires, indispensables et utiles dans bien des cas, mais parfois totalement improductives. Il n'est qu'à regarder les comptes de la Région Ile de France pour en avoir une belle illustration.

De son côté, la droite a toujours mis l'accent sur l'investissement qui génère, dans la durée, des effets dynamiques sur l'activité des entreprises, et donc sur l'emploi, permet d'offrir les équipements indispensables et de rendre service aux administrés dans les domaines social, culturel, sportif et administratif.

Concrètement l'inversion de tendance sur les comptes du département c'est :

- des dépenses de fonctionnement par habitant qui étaient de 621,86€ fin 2007 pour se positionner à 729,86€ fin 2010 : + 17,4% en 3 ans ;
- des dépenses d'équipement, toujours par habitant, qui étaient de 226,28€ fin 2007 et sont fixées à 183,71€ fin 2010, soit une diminution de 18,9%. Et encore, il s'agit de la prévision budgétaire qui ne sera peut-être même pas atteinte tant les coupes en la matière ont été fortes.

Si l'on regarde plus en détail, nous notons que **la part des dépenses de personnel, qui représentait 14,23% des charges de fonctionnement fin 2007, progresse de près de 20% en 3 ans pour atteindre 17,05% fin 2010.**

S'agissant **des dépenses de communication**, il n'est pas possible de faire la même comparaison tant elles sont **noyées dans les différentes lignes budgétaires**. **Mais chacun peut mesurer la débauche de communication, essentiellement tournée sur la propagande, qui nous est servie**. Avant 2008, nous utilisions les moyens de communication du département pour mettre en valeur les sites, les événements et les atouts du Val d'Oise. Aujourd'hui cette communication de mise en valeur est totalement absente, au point que les engagements pris, avec les acteurs culturels en particulier, ne sont même plus honorés. Et que voyons-nous à la place : **un matraquage publicitaire au seul profit de la propagande politique et du président**. Ajoutons à cela les dépenses des élus et du cabinet. Vous l'aurez compris, je parle exclusivement des élus de la « pseudo-majorité » car pour ce qui concerne le groupe Union pour le Val d'Oise, nous n'utilisons même pas l'enveloppe à laquelle nous pourrions prétendre.

Si l'on compare les effectifs cumulés du cabinet du président et du service communication sous la gouvernance de François Scellier avec celle de Didier Arnal, c'est quasiment le double qui est au service de ce dernier. Pour le fun, petit fait qui n'a de valeur que d'exemple, les élus socialistes disposent aujourd'hui de téléphones portables que nous avons refusés pour notre part estimant qu'en période de restriction l'exemple doit venir d'en haut. Sans citer de nom, il est un vice-président qui a un tel usage de ce téléphone que ce doit être un véritable *sport* pour lui de pouvoir suivre les débats en assemblée départementale ou en réunion... quand il est à son siège.

Vous l'aurez compris, quand Didier Arnal nous dit : « *Du temps de votre majorité, vous faisiez de la gestion, nous nous faisons de la politique* », nous sommes fiers d'avoir géré au mieux le département au profit des Valdoisiens et regrettons que Didier Arnal et son équipe ne le gèrent qu'à leur seul profit et à celui de leurs amis.

A demain avec G comme **GEIGNARD**.

G comme **GEIGNARD**



La définition du dictionnaire pour Geignard : « **qui se plaint tout le temps** ».

J'aurai pu tout aussi bien prendre « grincheux » ou « grognon » tant ces adjectifs correspondent bien à l'attitude dont nous a habitué Didier Arnal dans les débats en assemblée départementale ou quand il s'exprime sur papier glacé et par voie de presse.

« Geignard », parce que ce n'est jamais de sa faute et que tout est bon pour justifier que la précédente majorité, l'Etat, les évolutions législatives et que sais-je encore sont les seuls responsables des difficultés, notamment financières, du département.

Monsieur Arnal et son équipe sont aux manettes depuis trois ans et ils ne seraient responsables de rien !

Si les finances sont dégradées, bravo il le reconnaît, ce serait uniquement :

- parce que l'ancienne majorité aurait dépensé sans compter, aurait endetté le département au point qu'aucune marge de manœuvre ne subsiste en la matière, aurait trop investi au point qu'il restait tout à payer.... **Pas de chance, le juge de paix, en l'occurrence la Chambre régionale des comptes, dit le contraire dans le rapport qu'elle a publié en 2008** et je vous renvoie à mes précédents articles sur le budget, la dette et les charges de fonctionnement qui rappellent le bon état des finances laissées fin 2007 et les inquiétantes évolutions de la dette départementale et des charges depuis que les socialistes sont au manettes en Val d'Oise ;
- parce que l'Etat a transféré des compétences sociales sans financement. Alors oui certes, en période de crise les dépenses sociales progressent et nous le déplorons tous car cela traduit des difficultés pour de nombreuses familles auxquelles il est juste d'apporter notre solidarité. **Ce que ne dit pas Monsieur Arnal, c'est que c'est le gouvernement Jospin qui a mis, sans compensation financière, l'APA à charge des départements**, que cette allocation représente une part non négligeable des dépenses sociales **et que, par solidarité politique, il n'avait pas critiqué ce transfert de**

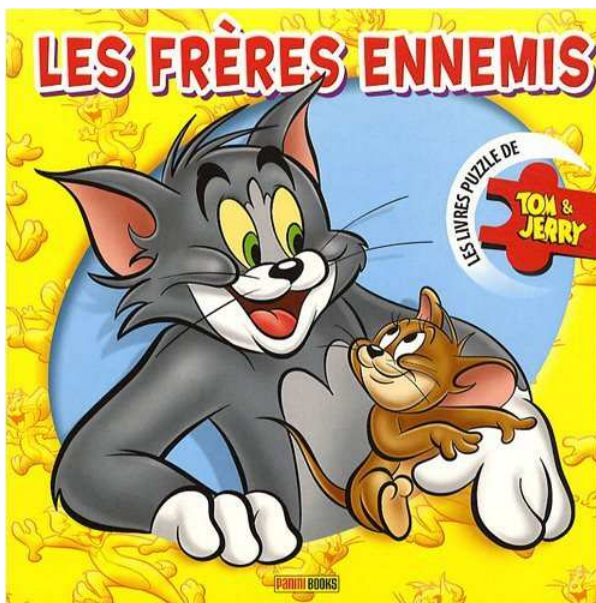
compétence à l'époque. S'agissant du RSA/RMI, conformément à l'obligation constitutionnelle votée par l'actuelle majorité présidentielle, l'Etat verse chaque année une dotation financière basée sur le coût de cette dépense au moment du transfert. Il est honnête de reconnaître que la crise a fait progresser la dépense et qu'une part est de fait directement financée par le département. Toutefois des ajustements ponctuels sont opérés et l'Etat versera, par exemple en 2011, une somme de 5,7 millions d'euros en compensation des dépenses 2009 et 2010. En tout état de cause, le montant de la « facture » que Monsieur Arnal veut adresser à l'Etat (88 millions d'euros entre 2007 et 2010) est bien inférieur à l'accroissement de l'endettement du département sur la même période (+ 353 millions d'euros) qui pèseront lourdement sur les Valdoisiens ;

- parce que les réformes de la taxe professionnelle (TP) et des collectivités territoriales mettent en péril les départements qui ne disposeront plus des compétences et des moyens financiers pour assurer pleinement leurs missions. Il est curieux d'entendre la gauche française réclamer en permanence des réformes et les craindre par avance quand enfin un gouvernement les vote. Oui la suppression de la TP, souhaitée par tous, a été votée et c'est tant mieux si cela peut avoir un impact positif sur l'activité des entreprises et donc sur l'emploi. S'agissant de la réforme des collectivités territoriales, siégeant dans les deux assemblées, le futur conseiller territorial aura capacité à s'exprimer et voter sur l'ensemble des politiques actuellement de la compétence des départements et des régions. Ce que craignent par contre les socialistes c'est qu'il sera directement désigné par les électeurs du canton et non plus sur des listes concoctées dans les bureaux des seuls dirigeants politiques. Oui, demain la valeur du candidat comptera autant sinon plus que l'étiquette politique.

Au lieu de se plaindre et de geindre, Monsieur Arnal et sa « majorité de circonstance » auraient été mieux inspiré à nous proposer un plan d'économie et de relance car la responsabilité qui s'impose à une famille et une entreprise en période de crise et de difficultés doit s'imposer de la même manière pour une collectivité : prévoir et agir.

A demain avec H comme **Hétérogène**

H comme HETEROGENE



J'ai d'abord beaucoup hésité pour choisir le mot de la lettre H. Soit je parlais des hommes et des femmes qui constituent ce que j'appelle une « pseudo-majorité » ou une « majorité de circonstance », j'y reviendrai, soit du groupe socialo-communiste pour essayer de montrer que s'il y a un objectif qui les rassemble : le pouvoir, il ya des réalités qui les divisent.

Dans le premier cas j'aurai certainement choisi le mot « Hargne » dont la définition est : *mauvaise humeur accompagnée d'agressivité*, ou encore « Hautain » tant l'animation des

débats par le président Arnal est marquée par une attitude agressive qui interdit souvent les débats sereins. Il faut dire qu'il est bien aidé en cela par Gérard Sébaoun qui n'accepte pas la contradiction mais sait donner des leçons à tous. J'ai finalement décidé de choisir de parler du groupe pour faire clairement ressortir que la sérénité manque à la tête du Val d'Oise.

La définition du dictionnaire pour Hétérogène : « composé de choses, de personnes différentes » avec pour synonymes : composite, disparate, hétéroclite.

Alors en quoi cette « pseudo majorité » est-elle hétérogène ?

D'abord faut-il rappeler comment le président Arnal s'est maintenu à la présidence du département alors qu'une majorité de conseillers généraux, candidats sous l'étiquette Union pour le Val d'Oise, ont été élus lors du dernier renouvellement. Seule une disposition législative inadaptée et la trahison d'un membre de notre groupe l'ont permis. Comme je l'ai déjà rappelé au début de cet abécédaire si ce n'est pas contestable, ce n'est pas glorieux. Le fait de devoir aujourd'hui s'appuyer sur le vote de Robert Daviot pour toutes les délibérations est la première démonstration de cette hétérogénéité.

Mais ce qui est marquant ce sont les divisions de plus en plus apparentes sur les priorités départementales, les choix politiques et leurs déclinaisons.

Sur les priorités, croyez-vous par exemple que la vice-présidente en charge de la culture accepte les coupes budgétaires qui sont une vraie remise en cause de ce qui a fait l'originalité du Val d'Oise en la matière. Pensez-vous qu'elle partage le choix fait par le cabinet du président d'afficher de la propagande sur les panneaux de communication du département, en lieu et place de la programmation culturelle des sites et équipements divers, comme nous le faisions auparavant et comme le réclament les acteurs culturels du département ?

Croyez-vous que les très rares maires de cette « pseudo-majorité » sont les fervents défenseurs de la contractualisation qui privent les communes de leur capacité d'investissement et donc indirectement les Valdoisiens des équipements dont ils ont besoin ? Plusieurs d'entre eux s'exprimaient sceptiques avant que la délibération ne soit définitivement votée. Les mêmes, et d'autres encore aujourd'hui candidats, profitent de la campagne pour oser timidement promettre une remise en cause du dispositif.

Hétérogène, le groupe l'est encore quand le vice-président en charge du développement économique, refuse en pleine séance de voter le budget départemental au motif qu'il n'a pas été réintégré au sein du parti socialiste et encore s'oppose au projet porté par un autre conseiller général d'Argenteuil avec pour conséquence un retrait de la délibération.

Pourquoi certains membres de ce groupe ne participent jamais aux débats au point que nous en avons oublié le son de leur voix, un en particulier qui est venu nous rejoindre en cours de mandat et qui demande aux électeurs de lui renouveler son mandat. Pour d'autres nous avons souvent le sentiment qu'ils apportent un vote de solidarité.

Pourquoi lorsque des sujets aussi importants que le budget ou le compte administratif sont abordés, le vice-président en charge de la compétence budgétaire se voit presque systématiquement invité à se limiter à l'exposé des chiffres, le président et d'autres vice-présidents se chargeant d'en justifier les choix.

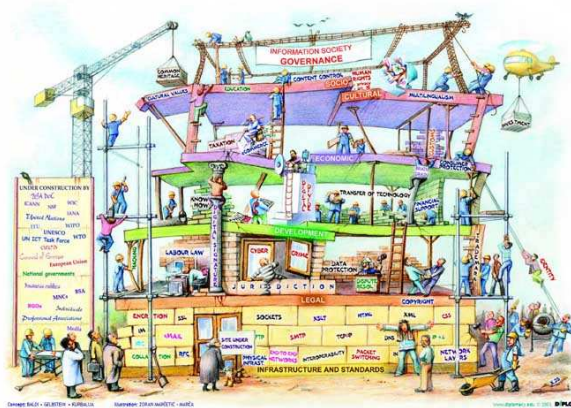
Voilà pourquoi je me permets de qualifier ce groupe de « pseudo-majorité » ou de « majorité de circonstance ». Assurer la gouvernance grâce à la défection d'un conseiller élu sur un programme aujourd'hui renié, bénéficier du soutien de certains membres par solidarité politique et non par conviction, sentir la fragilité de certains membres du groupe au point de les brider, ne pouvoir présenter en assemblée des délibérations soutenues par l'ensemble de ses membres...

Peut-on réellement qualifier d'équipe et de majorité un tel groupe ? J'en doute !

Mais suis-je le seul, car de quel soutien politique peut se prévaloir le candidat Arnal quand deux adjoints de sa commune se présentent, contre celui que est président du Conseil général, avec l'étiquette « Divers gauche » ?

A demain avec I comme **INVESTISSEMENT**

I comme INVESTISSEMENT



Dans mes précédents articles j'ai déjà été amené à évoquer la baisse de l'investissement du Conseil général du Val d'Oise depuis que la « majorité socialiste de circonstance » est aux manettes.

Cette baisse est réelle puisque la **dépense annuelle pour financer les**

investissements propres du département et subventionner l'investissement des communes est passée de 226,28€ par habitant fin 2007 à 183,71€ fin 2010, soit une diminution de 18,9%.

Le président Arnal et les candidats qu'il soutient ne peuvent nier cette évidence puisque ces chiffres sont issus des documents comptables présentés au vote de l'assemblée départementale.

Je ne reviens pas sur le fait que, dans le même temps, cette « pseudo-majorité » a fait progresser fortement l'emprunt, ce qui vous en conviendrez est assez incompréhensible.

Quelles conséquences pour les Valdoisiens ?

La première, particulièrement criante à la sortie de l'hiver, c'est **l'état des voiries départementales dont chacun s'accordera pour reconnaître qu'elles manquent d'un entretien et d'une mise à niveau**, ce qui est particulièrement pénalisant pour les déplacements et les échanges personnels, administratifs et commerciaux. A cela s'ajoute l'entretien des voiries communales que les maires, à quelques rares exceptions, n'ont pu inscrire dans les contrats départementaux pour les 4 ans à venir du fait de la baisse des subventions départementales.

La seconde concerne les équipements structurants des territoires, au nombre desquels **les collèges que nous nous efforçons de réhabiliter selon un programme ambitieux qui a été stoppé depuis 2008**. Toutes les inaugurations présidées par Didier Arnal concernent des constructions et des réhabilitations initiées sous la présidence de François Scellier et de la majorité *Union pour le Val d'Oise*.

Ceci vaut également pour **le collège numérique de Goussainville que les socialistes tentent de mettre à leur crédit mais dont le projet a été validé avant qu'ils ne soient aux affaires.**

La troisième concerne le domaine de la sécurité. Alors que la démonstration est faite avec l'expérience réussie de la Communauté d'agglomération de la Vallée de Montmorency, **les socialistes ont abandonné le dispositif que nous avons voté et qui permettait aux collectivités, communes et intercommunalités, de se doter de la vidéo-protection, tout comme ils ont réduit le soutien aux polices municipales.**

Je pourrai encore citer d'autres exemples qui illustrent bien l'abandon de la dynamique que nous avons su mettre en œuvre et du soutien que nous apportions, sans esprit partisan, afin que tous les territoires et toutes les communes puissent offrir des équipements dont leurs administrés ont besoin.

Il est vrai que le fond de commerce de la gauche c'est plutôt la distribution d'aides avec pour conséquence le déficit de la section de fonctionnement. C'est aujourd'hui la réalité des finances départementales en Val d'Oise avec, conséquence directe : il n'y a plus de fonds propres pour financer l'investissement.

L'Union pour le Val d'Oise (UVO) a toujours considéré que l'investissement était une priorité et c'est une fierté de voir ce qui a été réalisé en la matière depuis 40 ans. Je n'ose imaginer ce que serait le Val d'Oise si les socialistes avaient gouverné à la création du Val d'Oise ni ce qu'il serait si nous leur permettions de poursuivre la politique des 3 années passées.

A demain avec J comme **JEUNESSE**

J comme JEUNESSE



La « politique jeunesse » départementale se décline en de multiples domaines. Elle doit permettre à chaque jeune en devenir de trouver le cadre de son épanouissement jusqu'à son entrée dans la vie active.

Politique de l'enseignement et de la formation bien entendu, mais également politique culturelle innovante telle que celle qui a été initiée sous la majorité *Union pour le Val d'Oise*, mettant en valeur les arts de la rue et les musiques actuelles aux côtés des arts et des musiques plus traditionnels ou encore de la politique sportive, de loisir ou de compétition, à l'image de celle, toujours initiée par notre groupe, qui a permis à de multiples clubs de se constituer et de rayonner largement dans le département et plus encore.

Je me limiterai toutefois à évoquer les actions du conseil général en direction des étudiants et des jeunes entrant dans la vie active.

Le Val d'Oise est le département le plus jeune de la France métropolitaine ce qui donne aux élus que nous sommes une responsabilité particulière pour permettre à tous les jeunes, quel que soit leur origine et le milieu social de leurs parents, de trouver une formation, un emploi, un logement et la capacité de fonder une famille.

Cela sous-entend que l'offre soit adaptée et que, dans le cadre de ses compétences, le département investisse ou facilite la réalisation d'équipements scolaires, en apportant son soutien aux communes pour l'enseignement primaire, en adaptant et modernisant ses collèges et en étant moteur, comme il l'a été par le passé, pour le développement et l'installation des pôles universitaires et des grandes écoles.

Malheureusement, force est de constater que ce qui a fait la force du département par le passé a été mis à mal avec la contractualisation qui ne permet plus aux communes de s'engager dans la construction ou la modernisation de ses écoles, avec l'arrêt du plan de réhabilitation des collèges et la position, parfois idéologique, de certains élus socialistes envers les institutions privées, même s'ils sont par ailleurs nombreux à y inscrire leurs propres enfants.

S'agissant des jeunes issus des milieux sociaux plus défavorisés, force est de constater que l'actuelle « majorité de circonstance » les a un peu oubliés. Certes, en période électorale nous voyons fleurir des promesses en matière de bourses et d'aides diverses que nous appelons de nos vœux depuis de longs mois, sans être écoutés, et qui figurent dans le programme des candidats que nous soutenons. Mais la réalité est bien que cette « pseudo-majorité » a refusé, fin 2010 pour des raisons financières, d'accorder les bourses d'insertions professionnelles qu'attendaient des jeunes pour intégrer une formation professionnelle, acquérir du matériel pour exercer un emploi ou créer une entreprise. Somme en jeu : moins de 100 000€, quand dans le même temps les dépenses de communication et de propagande étaient dotées de moyens bien supérieurs. Il est clair que nos priorités et celles des socialistes ne sont pas les mêmes.

Au cours de cette campagne, leurs candidats vous parleront bien entendu de l'aide au permis de conduire, un des très rares dispositifs qu'ils disent avoir mis en place. Mais ils se priveront de vous dire que cette aide existait via les bourses d'insertion professionnelle pour ceux qui en avaient un besoin impératif dans le cadre de leur parcours professionnel, alors qu'aujourd'hui tous les jeunes peuvent en bénéficier, y compris ceux dont les familles disposent d'une capacité financière suffisante. Est-ce là le rôle du conseil général et ne serait-il pas préférable d'aider mieux ceux qui ont de réels besoins ?

Soyons attentifs, peut-être oseront-ils, en guise de promesse électorale, annoncer un ordinateur et la connexion gratuite à internet pour tous les collégiens, un iPad pour les lycéens et que sais-je encore ? Pourquoi croire que ce qui a été abandonné ou ce qui n'a pas été mis en place depuis 2008 que les socialistes sont en « responsabilité » sera réalité d'ici à 2014 ?

A demain avec K comme **Karaoke**

K comme **KARAOKE**



En me lançant dans cette tribune avec l'alphabet comme fil rouge, je me doutais bien que certaines lettres m'obligeraient à quelques originalités. La lettre K en faisait partie, mais la campagne du Parti socialiste local, dirigeants et candidats, me donne une belle occasion d'en évoquer la musique et les paroles.

Pour la musique, c'est la rengaine des attaques ciblées sur le Président de la république qui nous est servie à toutes les sauces, certainement pour éviter de reconnaître que jamais autant de réformes auront été voulues, lancées et votées pour donner à notre pays des chances de rivaliser et d'être compétitifs avec les autres pays européens et les pays émergents qui sont à la fois nos partenaires et nos concurrents. Une petite remarque en passant, l'histoire retiendra de notre époque que la gauche réclame des réformes, ne les engage pas quand elle dispose d'une majorité nationale et crie au loup quand la droite « fait le boulot ».

La présentation du « programme » du Parti socialiste Valdoisien, telle que nous en avons eu les échos visuels et écrits, m'a donc fait l'effet d'une réunion d'amis qui ont investi une petite salle pour un Karaoké où l'ont chante plus ou moins juste et donc plus ou moins faux.

La musique j'en ai déjà évoqué le tempo, quand aux paroles les chanteurs se sont partagé les couplets.

Le patron du PS local a choisi celui qui sert d'hymne national à son mouvement en martelant qu'il faut faire de cette élection un référendum contre le président et le gouvernement, oubliant qu'une élection cantonale est avant tout l'occasion de choisir un conseiller général qui aura la charge de proposer et de mettre en œuvre un programme destiné à apporter aux Valdoisiens les réponses à leurs préoccupations et leurs besoins.

Le président du conseil général a quant à lui entamé le couplet qu'il connaît par cœur pour l'avoir répéter en guise de programme depuis trois ans : *"c'est pas moi, c'est la faute à l'ancienne majorité, à l'Etat, au grand Paris, à la réforme des collectivités et de la fiscalité..."*.

Son rôle de président du département ne devrait-il pas plutôt l'amener à proposer des solutions adaptées à la situation ? Se croit-il dans un monde immobile, qui n'est pas touché par les mutations économiques et sociales et que l'on peut faire continuellement une politique basée sur le clientélisme ?

Pour ce qui est du refrain, ils l'ont chanté en chœur, où sont les candidats de l'Union pour le Val d'Oise ? Qu'ils se rassurent ils seront bien au rendez-vous pour proposer une alternative attendue et nécessaire !

Je trouve au bout du compte que de cette petite salle, il est finalement sorti beaucoup de fausses notes !

A demain avec L comme **LOYAUTE**

L comme LOYALTE

Si la trahison, pour certain
est le signe
de forte personnalité
et de confiance en soi,
je préfère être
faible de caractère
et ne jamais
avoir confiance en moi...

La lettre « L » présente une plus grande facilité que le « K » d'hier et c'est bien un cas particulier que je veux, non pas mettre en lumière il ne le mérite pas, mais dont je souhaite rappeler l'attitude peu glorieuse et qui n'honore pas l'engagement que l'on doit avoir en politique.

Une fois n'est pas coutume dans cette rubrique, je vais donc évoquer un de nos collègues élu qui n'a pas fait preuve de loyauté, loin s'en faut...

J'ai en effet une conception de mon engagement politique qui est bien éloignée de celle de Monsieur D..... car je suis respectueux du choix que les électeurs font en apportant leur suffrage à un homme ou une femme qui leur semble proposer la politique la plus à même de répondre à leurs attentes.

J'aurai pu prendre d'autres mots comme « Lâcheur » car son attitude a bien été de lâcher les électeurs qui l'ont élu contre un candidat socialiste, mais également de trahir les élus du groupe avec lequel il avait demandé la remise en cause de l'exécutif départemental à la suite de la brillante élection de Philippe Métézeau.

Je pourrai même aujourd'hui utiliser le mot « Laudateur », *personne qui fait des louanges*, tant Monsieur D..... s'est spécialisé dans celles qu'il adresse en permanence à ses nouveaux amis de circonstance et ce sont bien, avec le manque de loyauté, les seules véritables actions dont il pourra se targuer au bout du compte.

Ainsi, par ce qu'il faut bien appeler une trahison, Monsieur D....., qui ose se prétendre Gaulliste, a échangé quelques avantages pour permettre au socialiste Didier Arnal de se maintenir à la présidence alors que les Valdoisiens avaient élu une majorité « *Union pour le Val d'Oise* ».

Mais à bien y regarder, quelle est l'attitude qu'il convient de dénoncer plus que l'autre entre celle de Monsieur D..... qui n'a pas tenu ses engagements et celle d'un président qui utilise une telle manœuvre pour se maintenir à un pouvoir et aux avantages qu'il procure ?

Pour moi il n'y a pas de doute et nous ne pouvons ensuite nous étonner de ce que les électeurs aient une bien triste opinion des élus alors que ces derniers sont majoritairement éloignés de ces pratiques.

A demain avec M comme **MERCI**

M comme **MERCI** Gérard !



Depuis la lettre « A », je tente de porter un regard critique sur la gestion de notre département par l'actuelle gouvernance socialiste. La lettre « M » se situe à mi chemin de mon abécédaire et j'ai décidé de faire une entorse à cette critique pour saluer ceux de mes amis qui ne siégeront plus au sein de l'assemblée départementale.

Lundi dernier et ce vendredi ont été marqués par des moments de réelle émotion.

Le premier de ces moments a eu lieu au siège du Parc naturel du Vexin, à Théméricourt, le second au cours de l'assemblée départementale, ce vendredi, au Conseil général du Val d'Oise.

Dans les deux cas ce fut la dernière fois que notre ami, Gérard Claudel, siégeait dans une instance qu'il aura marquée de son empreinte.

Le Parc naturel du Vexin en premier dont il est le père et qui, sans lui et le regretté Jacques Dupâquier, ne serait certainement pas réalité aujourd'hui. Il y travaille depuis le début des années 70, en assure la présidence depuis sa création en 1995 et a su, au fil du temps, y faire adhérer la quasi-totalité des communes concernées du Val d'Oise et des Yvelines. Dans son dernier message, Gérard a rapidement rappelé le chemin parcouru pour et par le Parc et a tracé la route qu'il souhaite voir suivie par ceux qui poursuivront la tâche.

Le Conseil général du Val d'Oise ensuite au sein duquel il siège depuis 34 ans, dont il est aujourd'hui le doyen, mais au sein duquel il a toujours mis toute sa vigueur, sans esprit partisan, avec le seul but de contribuer à son développement.

La devise du parc qu'il aime à rappeler « ***protéger en développant, développer en protégeant*** » et son combat pour que le département soit un des acteurs principaux, aux côtés des communes, pour que les territoires soient dotés des équipements et des investissements indispensables ont guidé son engagement politique qui remonte à l'année 1960, date de sa première élection comme maire de la belle commune d'Ennery.

La « standing ovation » des maires et autres conseillers syndicaux du Parc et l'hommage rendu au terme des débats en assemblée départementale montrent combien, au-delà des clivages politiques, l'homme était et reste apprécié et respecté de tous.

Ma première rencontre avec Gérard ce fut à l'occasion des réunions qu'il présidait dans le cadre de l'élaboration du premier contrat régional que le département engageait pour la réhabilitation des berges de l'Oise. J'étais à l'époque président d'une de ces associations et j'ai tout de suite senti en Gérard la volonté d'action, de concertation mais aussi de persuasion qui l'a toujours animé.

Par la suite, j'ai toujours été impressionné par ses interventions et les accents qui rappellent tout à la fois le Général De Gaulle et le colonel Bigeard.

C'est aujourd'hui un ami à que je veux rendre un hommage appuyé pour tout ce qu'il représente et ce qu'il a fait et je suis certain que les Vexinois et les Valdoisiens se joignent volontiers à moi et à tous ceux qui veulent lui adresser un grand **« MERCI Gérard »**.

D'autres conseillers généraux ont décidé de ne pas se représenter au terme de leur mandat et j'adresse également un salut amical à mes collègues de l'UVO Raymond Lavaud et François Longchambon avec lesquels j'ai aimé travailler pendant treize années.

A demain avec N comme **NOMBRIL**

N comme **NOMBRIL**



La lettre N offre à priori beaucoup de possibilités et j'aurai pu choisir, s'agissant de l'appréciation que je porte sur la gestion socialiste du département, « néfaste », « navrante » ou « nocive ». De même j'aurai pu évoquer une communication « narcissique », mais j'ai donc choisi le mot « nombril » car il me semble illustrer ce que fixe, derrière des œillères, le regard des élus de cette « pseudo-majorité » socialiste départementale.

Ils ont oublié que le nombril correspond à la cicatrice résultant de la coupe du cordon ombilical et c'est pourtant bien là que la comparaison devient évidente entre la politique menée jusqu'en mars 2008 et celle qu'ils mènent depuis.

Le 4 octobre 1967, Adolphe Chauvin, devenu le premier président du Conseil général du Val d'Oise disait : *"Nous sommes embarqués pour une grande aventure. Le chantier est vaste, tout est à faire, tout est à créer"*.

Chacun peut mesurer tout ce qui a réellement été fait, tout ce qui a été créé quarante et un an plus tard. Gérard Claudel que j'évoquai hier, et qui au sein du groupe « *Union pour le Val d'Oise* » a été aux affaires durant cette période, en dresserait mieux que moi l'inventaire : les collèges, les routes, l'université et la venue des grandes écoles, le nombre important d'équipements sociaux, culturels, sportifs et administratifs ont poussé sur tous les territoires Valdoisiens grâce au soutien apporté, par le Conseil général et sans clientélisme, aux communes et associations.

Quelle sera la marque que laissera Didier Arnal et ce qu'il est bien difficile d'appeler ses « amis » tant la démonstration est faite de leurs divergences, querelles et divisions politiques au point qu'ils se présentent en ordre dispersés à l'occasion de ces élections cantonales ?

Force est de constater que le cordon a bien été coupé depuis et il est certain que nous allons porter longtemps les traces de cette cicatrice.

Ceux qui se pencheront dessus avec la tâche de trouver le remède diagnostiqueront : *dette, absence d'investissement, abandon du soutien aux communes, abandon de la valorisation des sites et du patrimoine de notre département, distribution d'aides sans discernement, justification permanente d'une incapacité à agir....*

Je connais pour ma part l'ordonnance à prescrire : un vote sanction les 20 et 27 mars prochain !

A demain avec O comme **ORIENTATIONS**

O comme **ORIENTATIONS**



Vendredi dernier, se tenait la dernière réunion de l'Assemblée départementale avant les élections cantonales des 20 et 27 mars prochains et c'est à cette occasion que le président Arnal a choisi de présenter au débat les orientations budgétaires pour l'exercice 2011.

Notre groupe « *Union pour le Val d'Oise* » a dénoncé cette manœuvre qui consiste à présenter un catalogue d'intentions non chiffrées alors que le budget ne sera voté qu'après les élections et que ce ne seront donc pas les mêmes conseillers généraux qui auront tenu ce débat et qui seront appelés à voter le budget. Car pour être un catalogue de bonnes intentions les socialistes ne s'en sont pas privés.

Une fois de plus cette pseudo-majorité s'est d'abord mise à pleurer sur ce qu'elle appelle : « *un contexte institutionnel et financier incertain* » reprenant le refrain et les couplets de la rengaine des conséquences, soit disant négatives, de la réforme des collectivités et de celle de la fiscalité locale.

Parenthèse, je note que Didier Arnal n'a pas laissé, comme il est de coutume, à Christophe Dulouard le soin de présenter ces orientations de peur certainement qu'il gaffe en précisant que le vice-président des finances et du budget qu'il est se dise incapable d'en chiffrer le coût.

Car de chiffrage il n'en est absolument pas question dans le document remis aux conseillers généraux, pas plus qu'il n'en a été donné au cours de l'exposé du président.

Par contre le document en question est bourré de contradictions et je me bornerai à n'en citer que quelques exemples :

- Il est dit que du fait de la réforme de la fiscalité locale la marge de manœuvre fiscale est réduite alors que dans le même document il est fait la démonstration que cette dernière ne diminue que de 1,7 millions d'euros par point d'impôt sur un budget de plus de 1,2 milliards d'euros, soit une réelle diminution de l'ordre de -0,001% ;
- Il est dit que « *les recettes sont malmenées* » alors que dans le même document les recettes sont annoncées en hausse de + 1,6% pour la

fiscalité directe et de + 12,15% pour la fiscalité indirecte (pour mémoire une inflation de 1,8%). Il oublie par contre de dire que dans le cadre de l'engagement de l'Etat, une augmentation de la dotation de compensation de l'ordre de 10 millions d'euros est prévue ;

- La hausse des dépenses sociales non compensée est à nouveau pointée pour stigmatiser la responsabilité du gouvernement actuel quand par ailleurs il est expressément dit que les deux tiers proviendrait de l'APA dont nous savons tous que la mise en œuvre s'est faite sous le gouvernement Jospin sans financement garanti ;

Autres exemples de manœuvres électorales de cet exécutif en mal de justification :

- il est prévu de mettre en place un « plan routes » alors que nous le réclamons depuis le vote du dispositif de la contractualisation avec les communes, c'est-à-dire depuis plus d'un an, que nous n'avons pas été entendus et qu'aucune inscription budgétaire n'a été prévue lors des adaptations budgétaires successives. Les nombreuses critiques des maires, et la proximité des élections semblent manifestement peser aujourd'hui ;
- il est prévu une réforme des bourses pour les jeunes, que nous réclamons également sans succès depuis de longs mois et en particulier depuis que Didier Arnal et sa « majorité de circonstance » ont refusé de doter la ligne budgétaire pour financer le solde des bourses 2010. Les socialistes ont ainsi montré le peu de cas qu'ils font des jeunes qu'il convient pourtant d'aider pour leur permettre de rentrer dans la vie active.

Pour information, ces deux mesures figurent dans nos « *11 propositions pour 2011* » et j'ai tendance à croire qu'en guise d'orientations nous trouvons celle d'un regard porté sur celles-ci. Tout ceci traduit l'inquiétude qu'ils ont d'un bilan désastreux que les Valdoisiens pourraient avoir envie de censurer.

Pour ma part cette envie me semblerait pour la circonstance une bonne orientation du vote à venir.

A demain avec P comme **PATRONS**

P comme PATRONS



Encore une lettre qui offre de nombreux choix. Alors pourquoi « Patrons », pourquoi au « Pluriel » quand, pour illustrer mon propos, j'aurai pu prendre : « Pétaudière » (lieu où règne la confusion), « Phratricie » (ensemble de clans) ou encore directement « Président » tant il y a

beaucoup à dire sur la capacité de Didier Arnal à tenir ses troupes.

Car je veux en effet évoquer la gouvernance du Val d'Oise depuis que des socialistes et apparentés, un communiste et un « électron », qui n'a plus rien de libre, composent la « majorité de circonstance » de notre département.

Nous avons donc :

- un président, Didier Arnal, qui n'est pas le patron tant il ne maîtrise pas toujours ses troupes ;
- une 1^{ère} vice-présidente, Dominique Gillot, qui va devenir schizophrène tant elle a du mal à accepter les décisions qu'elle vote ici et déplore avec ses autres casquettes ;
- un 2^{ème} vice président, Gérard Sébaoun, le père et doctrinaire de la contractualisation, qui voudrait être le calife à la place de calife ;
- un 3^{ème} vice-président, Philippe Doucet, qui ne vient que très rarement pour siéger et encore, pour signer la feuille de présence et son courrier avant de s'éclipser ;
- un 9^{ème} vice-président, Philippe Démaret, qui fait voter le dispositif de subventions aux clubs sportifs avant de le qualifier de « débile » dans une émission de télé et qui passe son temps à jouer avec ses téléphones en assemblée et dans les réunions ;
- un 10^{ème} vice-président, Alain Leikine, qui ne vote pas les délibérations présentées par son groupe pour régler des comptes avec ses « amis » politiques du parti socialiste ;

- un 11^{ème} vice-président, Christophe Dulouard, en charge des finances que l'on musèle tant ses « amis » ont peur de ses sorties ;
- et encore par exemple le conseiller général, Youri Mazou-Sacko, qui détient le record du mutisme au point que l'on a oublié le son de sa voix;
- je ne peux ignorer la clef de voûte de cette "pseudo-majorité", Robert Daviot qui muscle son cou en hochant la tête à chaque sortie de "ses nouveaux amis" ayant certainement perdu la mémoire puisque ses votes d'aujourd'hui remettent en cause ses votes d'hier.

Ce groupe, majoritairement composé de conseillers généraux encartés au Parti socialiste, est par ailleurs peu soutenu par ce dernier si l'on regarde attentivement la liste des candidats présentés à l'occasion des élections cantonales de ce mois :

- Didier Arnal en premier, président sortant qui voit deux adjoints du député-maire de sa ville de Sarcelles se présenter contre lui ;
- Philippe Doucet, 3^{ème} vice-président sortant, par ailleurs maire de la commune la plus importante du département, que l'on n'ose pas représenter tant sa gestion municipale ne le met pas en situation de conserver son siège ;
- Viviane Gris, 5^{ème} vice-présidente sortante qui s'est particulièrement investie et dont la candidature n'est pas retenue sur le canton de Gonesse ;
- Alain Leikine, 10^{ème} vice-président en charge du développement économique et président du CEEVO et de l'ACCET, élu en 2004 sous l'étiquette PS et qui, « poussé dehors » par son parti, se représente sous celle du PRG ;

Pour ne pas alourdir le propos, je ne citerai pas, une par une, les divisions des exécutifs municipaux socialistes qui amènent des adjoints d'une même commune se présenter les uns contre les autres. Les futurs débats au sein de ces conseils seront certainement intéressants à suivre.

Du côté des candidats présentés sous l'étiquette « Union pour le Val d'Oise », qui regroupe l'ensemble des partis de la majorité nationale et des non-inscrits, les choses plus claires, plus conviviales et donc certainement plus garantes d'une capacité à gérer demain notre département.

A demain avec Q comme **QUIZ**

Q comme QUIZ



Le Trivial Pursuit
Du Val d'Oise

Piochées dans le « *Trivial poursuite du Val d'Oise* » j'ai tiré, au hasard bien sûr, les questions suivantes. Vous laissant juge et vous remerciant de votre indulgence, je me lance et vous livre mes réponses :

Finance : *Quel est le classement du Val d'Oise en matière d'endettement ?*

Malheureusement l'antépénultième c'est-à-dire que dans le classement des mauvais, avec une progression de la dette en 3 ans de + 62%, le Val d'Oise à la médaille de bronze !

Quel plan d'économie le président Arnal a-t-il présenté au vote de l'assemblée pour adapter le

train de vie du Conseil général à la situation financière générale et particulière du département ?

Aucun malgré l'évocation permanente des difficultés - toujours reportées sur d'autres responsables - et la demande répétée faite par le groupe « Union pour le Val d'Oise ». A l'inverse les charges de fonctionnement ont progressé de plus de 17% !

Education : *Quels sont depuis mars 2008, les collèges dont l'actuel exécutif socialiste du département aura engagé la construction ou la réhabilitation ?*

Aucun, ce qui marque l'abandon de la politique menée par l'ancienne majorité « Union pour le Val d'Oise » alors qu'il reste des cantons qui méritent l'adaptation des équipements à l'accroissement de la population et que des restructurations sont attendues sur plusieurs circonscriptions !

Quel apport peut être mis au crédit de l'exécutif socialiste présidé par Didier Arnal et Gérard Sébaoun en matière d'aide aux communes pour l'éducation en primaire ?

Encore une fois aucun. Il faut même préciser que cette « pseudo majorité » a réduit les subventions pour la construction et la réhabilitation des écoles maternelles en 2009 avant de les inclure dans la contractualisation !

Environnement : *Un classement a été établi par « la Vie » pour juger de la volonté des départements en matière de développement durable. A quelle place se situe le Val d'Oise ?*

En la matière la marge de manœuvre est très grande puisque le Val d'Oise, qui se dit Eco département, est classé dernier sur les 95 départements.

Quel est le montant de l'enveloppe que réserve par an le Val d'Oise pour aider les communes en matière de développement durable ?

Dix millions d'euros seulement pour permettre aux 185 communes, aux quelques 30 intercommunalités et aux nombreux syndicats de financer leurs équipements en

matière de collecte et de traitement des ordures ménagères, de protection des captages, de traitement et de distribution de l'eau potable, de gestion des réseaux d'assainissement, d'enfouissement des réseaux...ce qui est notoirement insuffisant et très en retrait par rapport à ce qui était attribué par l'ancienne majorité « Union pour le Val d'Oise » !

Sport et culture : *Par quel qualificatif, Philippe Démaret, vice-président socialiste en charge des sports, a-t-il qualifié l'affectation des subventions 2010 aux clubs sportifs qu'il avait lui-même établi ?*

Devant les caméras de VOtv, il a qualifié le résultat de ses propres choix de débile !

Quelle est la tendance des crédits affectés à la culture pour 2011 ?

Le budget n'étant pas encore voté, nous ne pouvons en effet parler que de tendance. Toutefois, la dernière réunion du conseil d'administration de l'ADIAM donne une idée et montre clairement que les crédits attribués à la culture seront en baisse sensible que l'on peut évaluer à environ 7% !

Sécurité : *La sécurité est l'un des sujets que les administrés souhaitent voir traité avec détermination. Quel jugement peut-on avoir de l'action du Conseil général du Val d'Oise en la matière ?*

Le jugement est sans appel. La « majorité de circonstance socialiste » a réduit les aides qui permettaient aux communes et intercommunalités de faire fonctionner les polices municipales et d'envisager l'installation de la vidéo protection. Cette position idéologique est contraire avec ce que souhaite les maires, socialistes pour certains, qui sont confrontés à des besoins grandissants !

Infrastructure et aménagement : *Les modalités de l'aide à l'investissement accordée aux communes, intercommunalités et syndicats sont-elles plus ou moins avantageuses que les dispositifs antérieurs ?*

Ceux qui peuvent en parler le mieux, ce sont les maires eux-mêmes, ainsi que les présidents des syndicats et des communautés de communes ou d'agglomération. L'enveloppe fermée, par ailleurs déterminée à partir de critères souvent redondants, marque une forte régression du partenariat qui a toujours guidé la politique du département envers les collectivités lorsqu'il était géré par le groupe « Union pour le Val d'Oise ». Le nombre de contrats signés, moins de 60 quinze mois après le vote du dispositif, montre bien que le dispositif est moins avantageux que les aides antérieures.

Je suis bien conscient que pour les lecteurs assidus de mon abécédaire, il y a dans mes réponses des redites. Il me semble toutefois que ces petits rappels sont utiles pour corriger les affirmations mensongères de la situation du département telle que présentée comme bonne par l'exécutif et les candidats socialistes.

A demain avec R comme **ROUTES**

R comme ROUTES



S'il y a un mot qui est beaucoup prononcé dans le cadre de la campagne actuelle des élections cantonales, c'est bien le mot ROUTES. Qu'il s'agisse du manque criant d'entretien du réseau départemental, de la suppression de l'aide spécifique aux collectivités pour le réseau communal, mais aussi du retard en matière d'infrastructures dans notre département, nous l'entendons à chaque réunion et dans tous les débats.

Sur l'entretien du réseau départemental, les Valdoisiens ont de bonnes raisons d'être mécontents tant il est évident que la « majorité de circonstance socialiste » a réduit les crédits qui y étaient habituellement consacrés. Pour mémoire, en 2010 les

budgets de fonctionnement et d'investissement pour l'entretien et la réalisation des infrastructures routières sont en nette baisse par rapport à ce que nous y consacrons jusqu'en 2007.

De même, le nouveau dispositif de la « contractualisation », cher à l'exécutif socialiste et qui remplace notre guide des aides à l'investissement des communes, a privé ces dernières de la capacité d'entretenir leur propre réseau. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à regarder les quelques contrats signés à ce jour qui ne prévoient qu'en de très rares cas de travaux de voirie.

Mais la période électorale est propice aux promesses et les candidats socialistes, en particulier le président Arnal et le vice-président Muller, en charge des infrastructures, nous annoncent un plan d'urgence pour les routes, plan que nous réclamons depuis quinze mois sans être entendus. Alors chouette, je l'avais d'ailleurs prévu, la période de Noël a été prolongée en Val d'Oise.

Soyons sérieux, cet exécutif n'a pas pour priorité de rendre attractif notre département mais plus de se maintenir au pouvoir en faisant, par clientélisme, la distribution d'aides sans en dresser le bilan en terme de coût et de rapport. On pourrait croire que la devise des socialistes c'est : *« Les dépenses de fonctionnement avant l'investissement »*.

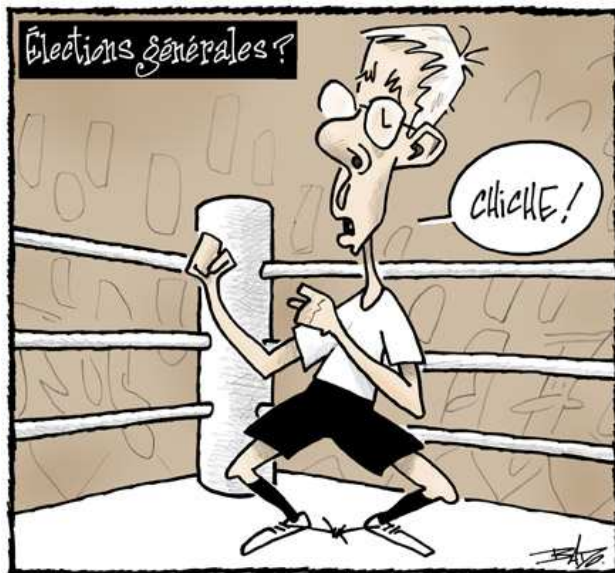
Pourtant, au-delà du confort auquel ont droit les administrés, la facilité de circuler, l'offre diversifiée en matière de transport et la valorisation des territoires sont essentielles pour attirer les entreprises et donc pour créer des emplois et de la richesse. En la matière le Val d'Oise prend malheureusement beaucoup de retard par rapport aux autres départements de la région Ile de France. Les mois passés à se plaindre d'être mal servi dans le cadre du projet du Grand Paris, ajoutés à cette perte d'attractivité sont autant de coups portés à la dynamique historique insufflée par le groupe « Union pour le Val d'Oise » depuis plus de 40 ans.

Je n'ose imaginer ce que serait la position d'un exécutif constitué d'élus du PS, du PRG et des écologistes, voire du Front de gauche, sur le bouclage de la Francilienne entre le Val d'Oise et les Yvelines, sur la réalisation de l'Avenue du Parisis pour prolonger le tronçon actuel, de la jonction de l'A16 avec l'A86, voire de l'A15 avec le périphérique. Ils ont des positions très opposées ce qui nous garantirait une absence de décision certaine alors que ces liaisons sont réclamées par les entreprises qui sont ou qui souhaitent s'installer en Val d'Oise mais qui iront ailleurs si ces décisions ne sont pas prises rapidement.

« Là où il y a une volonté, il ya un chemin. » Cette citation est attribuée à de nombreuses personnalités, mais elle est de Lénine, voire de Lao Tseu. En matière de routes, il est clair que l'exécutif socialiste du Val d'Oise ne l'a pas fait sienne car il n'en a pas la volonté.

A demain avec S comme **SPORT**

S comme **SPORT**



Contrairement à ce que disent le président Didier Arnal et le vice-président en charge du sport Philippe Démaret, la réforme des collectivités territoriales, qui prévoit en 2014 l'élection d'un conseiller territorial par canton pour siéger au Conseil général et au Conseil régional, n'interdira pas le versement par le département de subventions aux associations et clubs sportifs.

Il est vrai que d'agiter le chiffon rouge sur une perte de compétence, même infondée, est plus facile pour cette « pseudo-majorité » que de devoir faire le bilan de l'action menée dans le domaine du sport depuis 3 ans.

Car ce bilan est particulièrement désastreux et nombre de clubs ne se privent pas pour exprimer ce qu'ils pensent du comportement de **ce vice-président qui n'est jamais avare de promesses mais qui est absent quand il faut les tenir**. Ils ne se privent pas non plus pour s'exprimer sur les attributions de subventions souvent considérées comme injustes pour ne pas dire teintées d'un favoritisme certain. **Je rappelle s'il en était besoin que Philippe Démaret a qualifié lui-même le dispositif qu'il a fait voter et sa propre répartition des subventions aux différents clubs de débile !**

Je ne nie pas qu'en la matière il soit particulièrement difficile de pouvoir répondre à l'attente des clubs qui se mobilisent sans compter, bénévolement dans la plupart des cas, pour animer des écoles, encadrer des équipes et assurer un rôle éducatif important vis-à-vis des jeunes en particulier. **Mais les règles de la politique sportive doivent être claires et comprises pour être admises, ce n'est absolument plus le cas aujourd'hui.**

Pourtant, le Val d'Oise est le département le plus jeune de la France métropolitaine et le Conseil général a en conséquence une responsabilité forte qu'il doit assumer en toute impartialité.

Si l'on se penche maintenant sur le rôle que cette « majorité socialiste de circonstance » a eu pour aider les communes à se doter des équipements sportifs, il faut une nouvelle fois rappeler que les aides ont fondu, les taux de subventions ayant dans un premier temps été réduits avant que ne soit votée la nouvelle bible de la contractualisation qui met les communes sous une véritable tutelle et leur interdit de mettre en œuvre de nombreux projets.

Comme pour les écoles et les routes, l'examen des dossiers inscrits dans la soixantaine de contrats signés à ce jour montrent bien que les travaux d'entretien lourd et de réhabilitation d'équipements sportifs pour les 4 années du contrat sont peu nombreux et que la création de nouveaux équipements est quasi nulle. Ceci marque une nouvelle fois l'abandon du partenariat privilégié avec les communes, qu'avait noué, sans favoritisme, notre groupe « Union pour le val d'Oise ».

Il est temps de recrédibiliser le département auprès du monde du sport et pour cela de renvoyer ceux qui sont responsables de ce gâchis au vestiaire.

Cela peut et doit se faire les 20 et 27 mars prochain.

A demain avec T comme **TRANSPARENCE**

T comme **TRANSPARENCE**



Accessible, clair, compréhensible, précis... sont des synonymes de la transparence. En politique il est fréquent qu'une opposition réclame plus de transparence sur les actions entreprises, leurs coûts et résultats, bref que la majorité ne laisse pas les administrés dans l'ignorance et/ou le mensonge par omission, directement ou par le biais de leurs représentants, fussent-ils minoritaires.

Ne soyons pas hypocrites, ce manque de transparence touche les majorités sans distinction de couleur politique. Toutefois, il est pratiqué avec plus ou moins de fréquence et d'intensité.

La « majorité socialiste de circonstance » en charge de l'exécutif du département du Val d'Oise est cependant orfèvre en la matière et je vais tenter d'en donner quelques exemples compréhensibles par tous.

Notre groupe « Union pour le Val d'Oise » entend le discours du président Arnal, sans cesse répété, que l'Etat doit des centaines de millions au département et qu'il est difficile dans un contexte aussi incertain de pouvoir bâtir un budget. Dans le même temps, il affirme que les charges de fonctionnement et l'endettement sont maîtrisés et que l'investissement est à la hauteur de ce qu'il était avant 2008, ce qui est faux et particulièrement contradictoire.

S'inquiétant de l'état des finances fin 2010, notre groupe « Union pour le Val d'Oise » a demandé pourquoi plus de 20 millions d'euros d'excédent de la section d'investissement ont servis à financer le déficit de fonctionnement et a exprimé le souhait qu'une séance spécifique destinée à examiner en détail la situation financière du Conseil général soit organisée. Pas de réponse si ce n'est que nous sommes censés disposer de toutes les informations à l'occasion des étapes budgétaires annuelles.

De même, notre groupe s'est étonné de ce que le débat d'orientation budgétaire pour 2011 se tienne à la veille des élections alors que le budget ne pourra être voté qu'après ces mêmes élections et ne soit qu'un catalogue de promesses non chiffrées. **La réalité c'est que Didier Arnal et les candidats socialistes n'ont pas intérêt à ce que l'information réelle sur la situation financière du département soit connue car elle mettrait en évidence l'incurie de la gestion de ces trois dernières années.**

Encore, s'agissant de la communication, Didier Arnal voudrait nous faire croire que les budgets consacrés aujourd'hui sont inférieurs à ceux de l'ancienne majorité. Qui peut le croire quand le service concerné a plus que doublé et que, depuis trois ans, nous voyons fleurir des messages sur tous les panneaux et abribus, sur les multiples publications du département mais aussi dans la presse. Encore quand de grandes manifestations particulièrement coûteuses, comme celle consacrée au transport qui n'a eu que très peu de public, se sont multipliées, ou quand de nombreux contrats sont passés avec des agences...

Cette façon de procéder ne répond pas aux exigences de la transparence.

Autres exemples qui touchent plus au mensonge par omission.

Le dispositif « Rest'O collège » qui est mis en avant depuis maintenant deux années comme étant une avancée voulue et décidée par cette « pseudo- majorité ». **La réalité est qu'en janvier 2008, c'est bien sous la gouvernance de notre groupe « Union pour le Val d'Oise » que le dispositif du quotient familial pour la restauration dans les collèges a été voté. La vérité c'est bien que les membres du groupe socialiste ont alors voté contre cette délibération.** La vérité c'est qu'après avoir été en situation ils l'ont repris à leur compte, modifiant certes au passage le prix appliqué sur chaque tranche du quotient mais se gardant bien de rappeler ces faits peu glorieux.

De même, s'agissant de **l'aide au permis de conduire, le dispositif existait également avant mars 2008 dans le cadre des bourses d'insertion professionnelles mais il était destiné aux jeunes qui avaient un besoin impératif du permis, notamment pour trouver un emploi. Le dispositif nouveau est certes plus large, mais il a été dénaturé de son sens premier pour devenir une aide offerte à tous, payée sur le budget du Conseil général, générant au passage des coûts importants de gestion, sans que nous ayons pu obtenir une analyse claire de ce qu'il a réellement coûté.**

Je pourrai encore citer la désinformation qui a été utilisée pour faire croire que l'abandon des aides à l'investissement des communes au profit du dispositif de la « contractualisation » marquait la volonté de l'exécutif socialiste d'apporter plus de moyens financiers à ces dernières. Le discours d'aujourd'hui est différent puisqu'il est clairement avoué qu'il s'agissait de faire des économies sur le dos des communes. Le peu de contrats signés et l'avis exprimé par une majorité de maire en est d'ailleurs la meilleure démonstration.

A demain avec U comme **UNION**

U comme UNION



Une fois n'est pas coutume, avec la lettre U, je ne vais pas évoquer le catastrophique bilan de la "pseudo-majorité socialiste" du département du Val d'Oise comme je le fais depuis le 21 février, mais je vais évoquer notre groupe **"Union pour le Val d'Oise" (UVO)** et présenter les **"11 propositions pour 2011"** que les candidats que nous soutenons s'engagent à mettre en œuvre avec nous.

Notre groupe est actuellement composé de 19 conseillers généraux, élus sous l'étiquette des partis de la droite républicaine ou non-inscrits. Si notre groupe est baptisé **"Union pour le Val d'Oise"** c'est bien parce que pendant plus de 40 ans, ces conseillers généraux, et ceux qui les

ont précédés, ont partagé une même ambition pour notre département. C'est ainsi que le jeune Val d'Oise a pu se doter d'équipements structurants, qu'il a souvent financé sans en avoir la compétence, mais avec le souci d'offrir un cadre de vie, un système d'éducation, des moyens de transports et des zones de logement et d'emploi équilibrées sur l'ensemble du territoire. Je peux citer les collèges qui sont passés de 78 à 109 et ont été quasiment tous réhabilités pour être adaptés aux méthodes d'enseignement actuelles. C'est ainsi encore que la liaison autoroutière Cergy/Roissy a pu être réalisée tout comme le pôle universitaire de Cergy, grandes écoles incluses, qui accueille aujourd'hui près de 30 000 étudiants... Il reste certes beaucoup à faire et nous déplorons que depuis trois ans, cette ambition et cette dynamique n'aient pas été au centre des préoccupations de l'exécutif socialiste. Dix neuf candidats se présentent donc pour venir renouveler ce groupe et lui donner l'occasion de retrouver cette ambition et cette dynamique indispensables pour répondre aux attentes légitimes des Valdois.

Voici nos 11 propositions pour 2011

1 Finances : Nous supprimerons immédiatement toutes les dépenses de propagande et de prestige

2 Routes : Nous lancerons un plan d'urgence de remise à niveau des voiries départementales et de soutien financier aux communes pour leurs propres voiries

3 Transport : Nous exigerons un rattrapage dans la qualité des transports, ferroviaires et routiers. Notre attention se portera particulièrement sur les lignes A, C et D du RER et la ligne H du Transilien. Nous moderniserons le réseau départemental pour désenclaver les territoires. Nous soutiendrons la mise en place d'un tarif unique pour le Pass Navigo. Le Val d'Oise sera mieux entendu dans le débat du Grand Paris

4 Aide aux communes : Nous reviendrons sur le "contrat départemental d'aide aux communes" et ferons en sorte que le département redevienne le partenaire privilégié des communes. Quel que soit le nombre d'habitants, nous soutiendrons la

réalisation des équipements de proximité indispensables à la vie quotidienne des Valdoisiens (crèches, stades, écoles...)

5 Collèges : Nous activerons un plan d'adaptation, de modernisation et de création des collèges dans un esprit pragmatique d'anticipation. Nous favoriserons la réussite éducative des jeunes Valdoisiens de la maternelle à l'enseignement supérieur. Nous équiperons les collèges et leurs abords de systèmes de vidéo-protection

6 Environnement : Nous appliquerons le principe "protéger en développant, développer en protégeant". Nous établirons un plan pluriannuel d'action pour la préservation de la ressource en eau, de la mise en valeur des espaces naturels sensibles et l'adaptation aux exigences modernes de la collecte et du tri sélectif des ordures ménagères et d'activité

7 Prévention et sécurité : Nous mettrons en place un plan de tranquillité publique qui combinera l'aide au développement des polices municipales et de la vidéo-protection, en concertation avec les autorités responsables, les communes et les intercommunalités. Nous agirons sur la prévention en améliorant la coordination des différents partenaires. Nous adapterons nos dispositifs à toutes les formes de délinquance et d'incivilité

8 Social et solidarité intergénérationnelle : Nous organiserons de façon bisannuelle une conférence sociale qui réunira l'ensemble des représentants du secteur. Nous prendrons une plus grande part dans les efforts à accomplir vis-à-vis de nos anciens et des personnes handicapées. Nous expérimenterons la prise en charge des personnes dépendantes en accueil familial. Nous rapprocherons les services du SAMU et des pompiers du SDIS afin d'assurer la sécurité sanitaire des Valdoisiens. Nous ferons de la lutte contre les accidents domestiques, première cause d'invalidité, une grande cause départementale.

9 Aide personnalisée à l'emploi des jeunes et au logement étudiant : Nous créerons un dispositif destiné aux jeunes "Entrée dans la vie active" (EVA) qui élargira et adaptera les aides actuellement existantes : bourses, aide au permis de conduire, à l'acquisition du matériel professionnel, à l'inscription à des formations, à des concours... Nous soutiendrons les particuliers qui adaptent et ouvrent leur logement aux étudiants (location et/ou colocation)

10 Vie associative : Nous favoriserons l'accès à la culture pour tous. Nous rapprocherons la culture et les citoyens en ouvrant aux associations les locaux du conseil général, notamment les collèges. En matière sportive, la formation et l'éducation par le sport seront accompagnées de façon complémentaire avec le soutien constant à la réussite de nos clubs de haut niveau

11 Développement économique : Nous favoriserons la mise en réseau des acteurs économiques du département. Nous redynamiserons l'action économique du Conseil général en direction des PME/PMI et dans l'investissement des grandes infrastructures. Nous accompagnerons le déploiement du réseau de fibre optique en très haut débit.

A demain avec la lettre V comme **VICE-PRESIDENT**

V comme **VICE-PRESIDENT**

Voulant évoquer la gouvernance du Conseil général, j'aurai pu mettre un "s" à Vice-président.

L'exécutif socialiste est en effet composé, outre du président Arnal, de 11 vice-présidents et de 4 conseillers délégués. Soit 16 des membres de la "pseudo-majorité socialiste", sur 18 ou 19 membres (selon que l'on compte ou pas Monsieur Daviot qui a renié ses engagements) qui ont en principe une responsabilité officielle dans la gestion et la mise en œuvre des politiques départementales.



Je dis "en principe" car s'il y a ni plus ni moins de vice-présidents et de conseillers délégués aujourd'hui qu'hier sous la gouvernance "Union pour le Val d'Oise", nous sommes en droit

de nous demander quelle aura été durant ces trois dernières années la responsabilité réelle exercée par certains d'entre eux.

En effet, alors que jusqu'en mars 2008, il y avait 9 commissions constituées entre majorité et minorité pour examiner et éventuellement amender les projets de délibération à soumettre à l'Assemblée départementale, il n'en reste plus que 4 qui se réunissent trois ou quatre jours avant la réunion de l'assemblée et qui, compte tenu du nombre de dossiers à examiner, ne sont réellement que des chambres d'enregistrement. Pas ou plus de débat de fond, pas de réunion pour travailler en amont sur les projets ou pour faire le bilan d'évaluation des politiques et dispositifs.

Pour ma part je participe aux travaux de la commission : *Education, Jeunesse, Culture, Sport, Prévention, Sécurité*. Imaginez les conditions qui nous sont données pour traiter correctement tous les dossiers particuliers concernés par ces compétences, en 2 ou 3 heures, trois jours avant la tenue de l'assemblée.

Il en est de même pour la commission a pour compétence : *Environnement, Logement, Transport, Infrastructures, Politique de la ville.*

Ces commissions ont un président officiel mais plusieurs vice-présidents y exercent des responsabilités (ce qui n'est parfois sans crispation entre eux).

Tout ceci n'est pas sérieux et traduit une volonté de concentration des responsabilités, ce qui ne nous surprend pas tant le cabinet du président est omniprésent dans les décisions. Les membres du groupe socialiste ne le disent pas ouvertement, mais il est facile de sentir l'agacement et l'amertume de certains.

Mais que font donc les vice-présidents qui ne sont pas président de commission, à part bénéficier des avantages de la fonction ?

Je me priverai de citer des noms et me bornerai de dire que beaucoup ne font pas grand chose et qu'il est même fréquent qu'ils ne soient pas présents aux réunions de ces commissions. Pour preuve, notre groupe dispose souvent de la majorité au sein des commissions, notamment celle à laquelle je participe, mais également celle en charge d'examiner les contrats départementaux, déclinaison de la contractualisation avec les communes.

Il y a bien deux manières de faire de la politique. La première consiste à obtenir un pouvoir que l'on ne veut surtout pas perdre pour des questions de carrière et d'avantages. La seconde à rechercher le pouvoir d'agir pour apporter des réponses et des solutions aux conditions sociales et au cadre de vie des administrés.

Il est vrai que nous trouvons les deux catégories dans les différentes familles politiques et c'est ce qui donne crédit à la perception du "tous pourris" et à l'expression du "ras le bol" que les électeurs font valoir, en particulier dans les périodes de crise.

Certains membres de cette "pseudo-majorité", mais clairement pas tous, auront malheureusement fait la démonstration qu'ils se classent dans la mauvaise catégorie.

A demain avec W comme **WEEK-END**

W comme WEEK-END



Résultats du Week-end !



Avec le W, débute la série des lettres pour lesquelles trouver un mot pour poursuivre cette tribune débutée il y a maintenant 23 jours devient particulièrement difficile, je l'avoue.

Quand je l'ai débutée, je n'avais pas décidé par avance les mots que j'utiliserai et je les choisis au jour le jour, rédigeant la

rubrique la veille au soir ou le jour même en fonction de l'inspiration du moment.

Alors pourquoi week-end. Premièrement parce que le dictionnaire n'offre donc pas beaucoup de possibilités, mais également parce que c'est au cours des deux prochains que va se décider la politique qui va être engagée pour les trois années à venir.

Il sera temps de faire le résumé des critiques que je décline depuis le A comme Arnal, mais je ne peux m'empêcher de préciser ici que le choix des électeurs est déterminant et quel est celui que j'appelle de mes vœux.

Soit ce choix s'exprime pour la poursuite de la politique de distribution et de dépenses électorales qui a déjà mis le Conseil général dans une situation financière qui, bien que volontairement masquée, est catastrophique. Politique qui a pour conséquence une réduction importante de l'investissement et qui a rompu le lien de partenariat qui existait entre le département et les communes. J'aurai d'ailleurs pu retenir pour la qualifier le W de Wii, c'est-à-dire celui du jeu virtuel de la politique.

Soit le retour à une politique qui a permis au Val d'Oise de se construire et d'offrir à ses administrés, jeunes, actifs et seniors les équipements qu'ils utilisent au quotidien, sans clientélisme et également répartis sur les territoires divers du département.

Le vote est l'expression première de la démocratie. Il ne doit pas être utilisé, comme certains le souhaitent, pour conserver un pouvoir sur de faux arguments

et/ou des promesses inconsidérées. S'agissant par ailleurs d'une élection locale il doit permettre de choisir les hommes ou les femmes qui apportent les meilleures réponses aux attentes des électeurs et non pas de censurer la politique nationale ou de mettre tel ou telle candidat(e) à l'élection présidentielle.

Le week-end prochain il faudra faire ce choix sans calcul ni volonté de faire passer un message, au risque de disqualifier le candidat que l'on souhaite voir élu au soir du second tour mais qui aura été éliminé au terme du premier.

Mon canton n'étant pas concerné, je ne voterai pas personnellement, mais je sais que dans le cas contraire je voterai pour le candidat qui porte les couleurs du groupe « Union pour le Val d'Oise ». Ils sont sortants pour certains, nouveau et nouvelles candidats pour d'autres, mais ils font tous déjà partie d'un groupe bien décidé à redonner confiance et à relancer la dynamique perdue depuis mars 2008.

A demain avec X comme **X**

X comme l'inconnu



X signifie l'inconnu. Et des inconnues il y en a nombreuses pour ces élections cantonales.

La première c'est le taux de participation que nous constaterons au soir de chaque tour. Il est annoncé particulièrement faible, aux alentours de 35 à 40%, ce qui serait un record puisque depuis 1961 le taux le plus faible enregistré est de 49% au premier tour et 47% au second tour en 1988, année où l'élection cantonale n'était couplée à aucune autre comme cette année.

La seconde inconnue sera l'impact de la situation économique et sociale générale car en période de crise s'exprime une part de vote dit de « sanction » ou de « message d'alerte », voire la volonté de faire de cette élection un pseudo sondage en vue de l'élection présidentielle.

La troisième inconnue repose sur l'impact d'éléments plus géopolitiques avec en particulier les mouvements de « libération » et de démocratisation de certains régimes dans les pays arabes, et aujourd'hui celui de la catastrophe au Japon et ses conséquences environnementales.

Il y a encore certainement d'autres inconnues qui sont étrangères à la nature même de cette élection dont l'objet est pourtant de choisir le conseiller général de son canton et une ligne politique. Nous savons en particulier qu'une majorité d'électeurs ne sont pas bien au fait des compétences dévolues au Conseil général, que les promesses de certains candidats sont bien souvent inconsidérées et que la notion de proximité entre l'électeur et l'élus est importante.

Reste donc l'inconnue principale, qui seront les hommes et les femmes qui recevront le plus grand nombre de suffrages dans chaque canton et, troisième tour de l'élection, à quel futur groupe ces élus appartiendront-ils ?

Il y a trois grandes options :

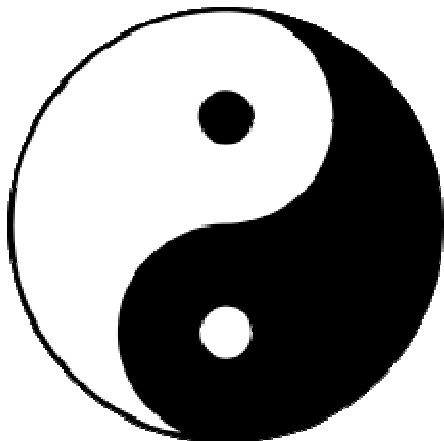
- ❑ **soit le vote pour un des candidats qui se revendiquent de la gauche.** Je remarque toutefois que ces candidats présentent une grande diversité d'option sur de nombreux sujets ce qui ne garanti pas une ligne politique claire et qui, à l'image de ce que nous vivons depuis trois ans, risque de provoquer demain des blocages au sein de l'exécutif. Quelle serait la position d'un tel groupe sur le bouclage de certaines voies de liaison pour le Val d'Oise (A104, Avenue du Parisis, raccordement A16/A86...). Quelle serait la position d'un tel groupe sur la mise en œuvre de la vidéo protection que le PS refuse par démagogie mais installe dans les communes qu'il gère mais dont EELV ne veut pas en entendre parler...
- ❑ **soit celui en faveur des extrêmes, de droite et de gauche, vote qui ne pourrait demain que les mettre en situation, non pas de gérer, mais de bloquer toute décision importante pour les Valdoisiens.** Avouez par exemple qu'il ne serait pas sérieux de faire de Monsieur Alexandre Simonnot, délégué départemental du FN, l'arbitre des décisions du Conseil général. Il a en effet du mal à évoquer les compétences du département et affirme être bien informé quand, dans un interview sur VOtv, il déplore que le Conseil général ait distribué des iPad à tous les collégiens (ce qui est totalement faux mais il a mal lu un de mes articles), ou encore lorsqu'il déplore que les collectivités ne disposent pas de suffisamment de sel de déneigement alors que la France dispose du plus grand littoral marin ...
- ❑ **soit enfin le vote que pour ma part je considère le plus sérieux et le plus utile, celui des candidats de la droite républicaine, qui reformeront une vraie majorité au sein du groupe « Union pour le Val d'Oise » pour redonner à notre département, au-delà de ses compétences sociales, les marges de manœuvres financières perdues et le rôle qui a toujours été le sien jusqu'en mars 2008 : être le partenaire privilégié des communes.**

Ces candidats sont : *Patrick Barbe, Arnaud Bazin, Michèle Berthy, Marie-Christine Cavecchi, Marie-Evelyne Christin, Daniel Desse, Geoffroy Didier, Guéric Jacquet, Jacques Kas, Gérard Lambert-Motte, Maurice Lefevre, Georges Mothron, Véronique Pélissier, Xavier Péricat, Jean Pichery, Jean-François Renard, Gérard Sarizafy, Marc Sonnet et Stéphanie Von-Euw.*

Il ne vous reste plus qu'à faire le bon choix !

A demain avec Y comme **Yin & Yang**

Y comme Yin & Yang



Dans la philosophie chinoise, le **yin** et le **yang** sont deux catégories complémentaires, que l'on peut retrouver dans tous les aspects de la vie. Cette notion de complémentarité est propre à l'approche orientale qui pense plus volontiers la dualité sous forme de complémentarité. Le yin représente entre autres, le noir, le féminin, la lune, le sombre, le froid, le négatif, etc. Le Yang, quant à lui, représente entre autres le blanc, le masculin, le soleil, la clarté, la chaleur, le positif, etc. Cette dualité est également associée à de nombreuses autres oppositions complémentaires.

Si j'ai choisi d'évoquer ces symboles, c'est parce qu'ils peuvent s'appliquer à la politique qui est aujourd'hui particulièrement duale : la droite et la gauche, qui est bien entendu complémentaire : l'expression démocratique des électeurs et la répartition des pouvoirs entre majorité et minorité et enfin parce que ces symboles sont représentés par deux couleurs et en politique tout n'est pas blanc et tout n'est pas noir.

Si je reviens à la campagne électorale et au fonctionnement de notre Assemblée départementale, nous avons deux groupes qui s'opposent sur des politiques, sur des priorités et sur la manière de mettre en œuvre ces politiques. Cependant, comme dans la quasi-totalité des collectivités, ces groupes s'accordent sur les délibérations proposées au vote qui concernent l'application des compétences générales en particulier.

Ce qui différencie ces deux groupes n'est pas pour autant négligeable et c'est la raison qui m'a amené à faire une critique du bilan de la gestion socialiste. Critique par laquelle j'égrène les différences qui nous opposent au moyen de l'abécédaire pour illustrer et comparer la gestion socialiste depuis mars 2008 avec celle de l'Union pour le Val d'Oise qui l'a précédée et permis de faire du Val d'Oise un département doté de nombreux équipements offrant un cadre de vie souvent préservé.

Ce qui différencie le groupe socialiste de Didier Arnal avec le groupe « Union pour le Val d'Oise » :

- **une conception de la démocratie:** Didier Arnal a refusé de prendre en compte le résultat du vote des Valdoisiens à la suite de l'invalidation d'un conseiller général de son groupe et de l'élection de Philippe Métézeau. Nous avons une idée nettement plus « Gaulliste » de l'expression du suffrage universel;
- **une volonté d'être au côté des communes** pour leur permettre d'offrir les services indispensables aux administrés (jeunes, actifs, seniors...), de doter les territoires des équipements indispensables de proximité et non de distribuer *« sous couverts de pseudo-soutien au pouvoir d'achat des ménages qui ne sont que de tristes vessies que les socialistes essaient de faire prendre pour des lanternes »* comme l'exprime, exemples à l'appui, Arnaud Bazin dans le récent article de La Gazette du Val d'Oise;
- **une volonté de faire et d'agir plutôt que de faire-croire et de communiquer** comme nous en sommes quotidiennement les témoins. De nombreux exemples comme le refus de financer les bourses d'insertion professionnelles en fin d'année 2010, le refus de sortir les travaux d'entretien de voiries de la « contractualisation », la mise en œuvre du quotient familial pour la restauration dans les collèges que les socialistes n'ont pas votés quand nous en avons délibéré, sous la gouvernance UVO en janvier 2008, et que les socialistes ont repris à leur compte en le baptisant « Rest'Ocollège ». Encore l'aide au permis de conduire que nous financions dans le cadre des bourses d'insertion professionnelle destinées aux jeunes entrant dans la vie active et qui devenu un droit pour tous prélevé sur l'impôt;
- **une méthode de gouvernance qui permet au débat de se tenir dans le respect de tous** et non, comme le pratique Didier Arnal, qui utilise constamment l'invective, l'agressivité, voire l'inobservation des règles établies;
- et d'autres différences encore...

Alors oui, il est temps que le Conseil général du Val d'Oise retrouve l'esprit du *Yin* et du *Yang*, c'est à dire le juste équilibre dans la forme et sur le fond de son action.

Pour cela, il y a ces élections cantonales et les candidats soutenus par le groupe Union pour le Val d'Oise ».

A demain avec Z comme **ZORGLUB**

Z comme ZORGLUB



J'ai débuté cet abécédaire avec A comme Arnal et je le termine avec Z comme Zorclub. Z est la dernière lettre de l'alphabet et j'ai souhaité finir avec un ton humoristique, d'où le choix du personnage dont le magazine Spirou a raconté les histoires.

Zorclub est un personnage de bande dessinée d'André Frankin et de Greg qui est un être mégalomane hors-norme doté d'un égo surdimensionné et animé d'une nervosité extrême....

Alors, même si « *toute ressemblance avec une personnalité politique du département...* », je me demande si dans la « pseudo-majorité socialiste » de notre assemblée départementale, il n'y aurait cependant pas un conseiller qui aurait des traits communs avec ce personnage.

De même, je me demande si en en cherchant bien il serait possible de trouver des ressemblances avec le Comte de Champignac et si les champignons que ce dernier cultive ne provoquent pas des réactions qui aboutissent à imaginer des dispositifs comme celui de la contractualisation. Mais le Comte de Champignac a également déclaré qu'il connaissait l'emplacement du « *Livre à faire de l'Or* » de Nicolas Flamel dont chacun sait qu'il était né à Pontoise. Si Champignac est bien dans notre assemblée, qu'il se désigne car les finances du département ont été tellement mises à mal que nous aimerions, à défaut de tas d'or, pouvoir renflouer le budget du Conseil général.



Encore aurions-nous parmi nous une Miss Flanner qui a certes toujours de bonnes intentions mais une façon bizarre de les mettre en application...



Quand à Spirou et Fantasio, ne les cherchez pas, ces gentils personnages dont les aventures les amènent à affronter des gangsters divers et variés, ainsi que des dictateurs et autres savants fous dans des aventures incorporant humour, ils ne peuvent qu'être dans les rangs de « *l'Union pour le Val d'Oise* » ou parmi les candidats qui les rejoindront bientôt.



Au fait, pendant que je suis dans mes rêves, si vous voyez également au sein de notre assemblée « *Spip* » ou le « *Marsupilami* » j'aimerais bien les rencontrer !

A demain pour un résumé d'avant 1^{er} tour.

De A à Z, gestion socialiste : le bilan

Le temps de la réflexion est maintenant derrière nous, derrière vous, il faut voter demain !

Au cours des 26 derniers jours, je me suis efforcé de dresser le bilan de la gestion socialiste du département depuis mars 2008.

En résumé, comparons ce qui est en jeu :

Ce que nous avons laissé fin 2007 :

- **des équipements réalisés grâce à l'action directe du Conseil général ou au soutien apporté aux communes** et que vous ne voyez plus tellement ils font partie de votre quotidien : écoles, crèches, gymnases, collèges, salles culturelles, gendarmerie, casernes de pompiers, centre universitaire et grandes écoles, autoroute A104.... ;
- **une situation financière saine et jugée satisfaisante par la Chambre régionale des comptes** dans un rapport dont je vous invite à prendre connaissance sur le site de l'Union pour le Val d'Oise (<http://www.uvo.fr/>) plutôt que d'en écouter les fausses conclusions de Didier Arnal et de sa « pseudo-majorité » ;
- **une gestion et une administration expérimentée au service de tous les Valdoisiens, sans clientélisme ni parti-pris ;**

Ce que nous proposons pour 2011 :

- redonner aux élus, au sein d'un groupe uni et expérimenté, la place que le cabinet de l'actuel président et le service communication ont accaparée ;
- **restaurer la situation financière du département pour garantir l'avenir ;**
- **faire du Val d'Oise un département qui « protège en développant et développe en protégeant »** sans avoir besoin d'artifice de communication mais en agissant concrètement ;
- **redonner au Conseil général le rôle de principal partenaire des communes ;**
- **agir et non communiquer pour faire pleurer** sur ce qui manquerait ;
- des propositions concrètes : « **voir nos 11 propositions pour 2011** » ;

Ce que les socialistes nous laissent aujourd'hui :

- **l'image d'un groupe désuni, qui a cédé le pouvoir à un cabinet omniprésent**, mais qui, pour donner l'illusion, se présente avec un programme de dénigrement du gouvernement pour garder le pouvoir et ses petits avantages ;
- **un président qui n'a pas su conserver au Val d'Oise une image dynamique** et qui pavoise le département de ses incapacités à assumer sa responsabilité avec son discours favori : « **c'est pas moi, c'est le gouvernement et l'ancienne majorité** » ;

- **une situation financière catastrophique avec un endettement qui a progressé de plus de 62%, des charges de train de vie qui ont explosées, une rupture avec la politique d'équipement des territoires ;**
- **des promesses non tenues** : le Val d'Oise n'est pas l'Eco-département annoncé mais bien celui qui est classé en dernière position pour son absence d'action en la matière ;
- **des dispositifs dont on nous vante les mérites mais qui, pour certains, avaient été initiés par la majorité d'avant mars 2008** : « *Rest'Ocollège* » et « *Aide au permis de conduire* » dont les coûts de fonctionnement ont explosé du fait des amendements socialistes ;

Ce qu'ils nous proposent pour 2011 :

- **de faire de cette élection un sondage en vue des élections présidentielles de 2012 pour éviter d'avoir à faire des propositions concrètes**, pour le département et canton par canton, en vue de restaurer cette situation catastrophique;
- **de constituer une majorité élargie mais que les diverses candidatures vont fragiliser** si par malheur les candidats Socialistes, Communistes, Front de gauche et Verts devaient se retrouver à décider de l'avenir de nos routes ou de notre sécurité pour ne citer que ces exemples ;
- **enfin de faire ce qu'ils n'ont pas fait avec des finances qu'ils n'ont pas su et qu'ils ne sauront pas gérer ;**

En résumé, si l'on regarde les longues listes des candidats qui se présentent dans certains cantons, il y a deux questions à se poser :

1. **quelle est la politique qui peut le mieux garantir l'avenir de mon département et donc mon avenir et celui de ma famille ?**
2. **quel est le ou la candidat(e) qui est plus capable de m'assurer cette politique au regard de l'expérience et des résultats obtenus ?**

Seuls les candidats qui se revendiquent de « l'Union pour le Val d'Oise » seront demain en capacité de former un groupe cohérent et garant de redonner au Val d'Oise un avenir !

A lundi pour l'analyse du 1^{er} tour.